



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/65/17
17 octobre 2011

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Soixante-cinquième réunion
Bali, Indonésie, 13 – 17 novembre 2011

**AMENDEMENTS DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ONUDI
POUR 2011**

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. L'ONUDI demande l'approbation du Comité exécutif pour des amendements de son Programme de travail de 2011, d'une valeur de 330 100 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 24 758 \$US. La soumission est jointe au présent document.

2. Le Tableau 1 ci-après présente les activités proposées dans le Programme de travail de l'ONUDI:

Pays	Activité/Projet	Montant demandé (\$US)	Montant recommandé (\$US)
SECTION A: ACTIVITÉS RECOMMANDÉES AUX FINS D'APPROBATION GLOBALE			
A1. Prorogation de projets de renforcement institutionnel			
Bosnie-Herzégovine	Renforcement des institutions (phase III)	95 333	95 333
Oman	Renforcement des institutions (phase IV)	68 467	68 467
Serbie	Renforcement des institutions (phase VI)	131 300	131 300
	Total partiel pour A	295 100	295 100
SECTION B: ACTIVITÉS RECOMMANDÉES AUX FINS D'EXAMEN INDIVIDUEL			
B1: Préparation de projet:			
Régional	Stratégie d'élimination et de destruction des SAO pour 4 pays FVC dans la région d'Europe et d'Asie centrale	35 000	35 000*
	Total partiel pour B	35 000	35 000*
	Total partiel pour A et B:	330 100	330 100
	Coûts d'appui d'agence (7,5 % pour la préparation de projets et le renforcement institutionnel, et pour d'autres activités d'une valeur supérieure à 250 000 \$US, et 9 % pour d'autres activités d'une valeur inférieure à 250 000 \$US):	24 758	24 758
	Total:	354 858	354 858

* Projet à examiner individuellement

SECTION A: ACTIVITÉS RECOMMANDÉES AUX FINS D'APPROBATION GLOBALE

A1. Prorogation de projets de renforcement institutionnel

- a) Bosnie-Herzégovine (phase III): 95 333 \$US
- b) Oman (phase IV): 68 467 \$US
- c) Serbie (phase IV): 131 300 \$US

Description des projets

3. L'ONUDI a soumis les demandes de prorogation des projets de renforcement institutionnel (RI) pour les pays indiqués ci-dessus. La description des demandes pour ces pays figure dans l'Annexe I au présent document.

Observations du Secrétariat

Le Secrétariat du Fonds a examiné les rapports de projets RI de phase terminale et les plans d'action, présentés par l'ONUDI au nom de la Bosnie-Herzégovine, du Sultanat d'Oman et de la Serbie, selon le modèle révisé de demande de prorogation approuvé par la décision 61/43; il a noté que ces pays sont en conformité avec les objectifs d'élimination des CFC, CTC et halons du Protocole de Montréal. En examinant ces demandes, le Secrétariat a tenu compte des décisions 59/17, 59/47 b) et en particulier de la

décision 61/43 par laquelle le Comité exécutif est convenu « de maintenir le financement du soutien au renforcement des institutions aux niveaux actuels, et de renouveler les projets de renforcement des institutions pour la période complète de deux ans à partir de la 61^e réunion ».

Recommandations du Secrétariat

Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale des demandes de prorogation du RI pour la Bosnie-Herzégovine, le Sultanat d'Oman et la Serbie, au niveau de financement indiqué dans le Tableau 1 du présent document. Le Comité exécutif est invité à présenter ses observations aux gouvernements intéressés dans l'Annexe II au présent document.

SECTION B: ACTIVITÉS RECOMMANDÉES AUX FINS D'EXAMEN INDIVIDUEL

B1. Préparation de projet

Régional: Préparation de projet pour l'élaboration d'une stratégie d'élimination et de destruction de SAO pour 4 pays FVC dans la région d'Europe et d'Asie centrale (35 000 \$US)

Description du projet

4. Ce projet, soumis par le Gouvernement de la République tchèque à titre d'assistance bilatérale, est examiné sous couvert du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/65/14 sur la coopération bilatérale. Une partie des fonds demandés pour le projet est incluse dans les amendements du programme de travail pour le volet ONUDI.

Recommandation du Secrétariat

5. Le Comité exécutif est invité à déterminer s'il convient d'approuver la demande de préparation de projet en vue de l'élaboration d'une stratégie d'élimination et de destruction de SAO pour 4 pays à faible volume de consommation dans la région d'Europe et d'Asie centrale, au niveau de financement indiqué dans le Tableau 1 du présent document, conformément à la décision 58/19 et à la lumière des observations du Secrétariat figurant dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/65/14.

Annexe I

Annexe I

PROPOSITIONS DE PROJETS DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL

Bosnie-Herzégovine: Prorogation du renforcement institutionnel

Résumé du projet et profil du pays	
Agence d'exécution :	ONUDI
Montants approuvés antérieurement pour le renforcement institutionnel (\$US):	
Phase I: Mars 99	110 000
Phase II: Juillet 04	95 333
Total:	205 333
Montant demandé pour la prorogation (phase III) (\$US):	95 333
Montant recommandé pour l'approbation de la phase III (\$US):	95 333
Coûts d'appui d'agence (\$US):	7 150
Coût total du renforcement institutionnel (phase III) pour le Fonds multilatéral (\$US):	102 483
Date d'approbation du programme de pays:	1999
Date d'approbation du plan de gestion de l'élimination des HCFC:	Soumis à la 65 ^e réunion
Consommation de référence de substances réglementées (Tonnes PAO):	
a) Annexe A Groupe I (CFC) (moyenne de 1995-1997)	24,2
b) Annexe A Groupe II (halons) (moyenne de 1995-1997)	4,1
c) Annexe B Groupe II (tétrachlorure de carbone) (moyenne de 1998-2000)	0,0
d) Annexe B Groupe III (méthyl chloroforme) (moyenne de 1998-2000)	1,6
e) Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne de 1995-1998)	3,5
Consommation la plus récente de SAO (2010) (tonnes PAO) communiquée en vertu de l'Article 7:	
a) Annexe A Groupe I (CFC)	0,0
b) Annexe A Groupe II (halons)	0,0
c) Annexe B Groupe II (tétrachlorure de carbone)	0,0
d) Annexe B Groupe III (méthyl chloroforme)	0,0
e) Annexe E (bromure de méthyle)	0,0
f) Annexe C Groupe I (HCFC)	3,5
Total:	3,5
Données de mise en œuvre du programme de pays communiquées en:	2010
Montant approuvé pour les projets (en date de juillet 2011) (\$US):	3 146 639
Montant décaissé (en date de décembre 2010) (\$US):	2 475 114
SAO à éliminer (en date de juillet 2011) (tonnes PAO):	251,0
SAO éliminées (en date de décembre 2010) (tonnes PAO):	309,4

1. Résumé des activités et des fonds approuvés par le Comité exécutif:

Résumé des activités	Fonds approuvés (\$US)
a) Projets d'investissement:	2 431 706
b) Renforcement institutionnel:	205 333
c) Préparation de projet assistance technique formation et autres projets non liés aux investissements:	509 600
Total:	3 146 639

Rapport périodique

2. La Bosnie-Herzégovine avait réalisé la conformité concernant la consommation de CFC en 2009 et en 2010. Il est prévu que ses efforts actuels de réglementation seront appuyés par la mise en œuvre de la nouvelle phase de renforcement institutionnel (RI).

3. La Bosnie-Herzégovine est membre actif du Réseau régional de l’ozone pour l’Europe et l’Asie centrale. Le pays n’a épargné aucun effort pour relancer la mise en œuvre du plan national d’élimination des SAO et commencer la préparation du plan de gestion de l’élimination des HCFC (PGEH). L’objectif stratégique dans la phase II était de maintenir à zéro la consommation des produits chimiques déjà éliminés, parallèlement à l’établissement d’un calendrier d’élimination accélérée de HCFC.

Plan d’action

4. Le programme des activités relevant du Protocole de Montréal fait partie de l’engagement de la Bosnie-Herzégovine à éliminer la consommation de SAO de manière contrôlée et efficace par rapport aux coûts. Le Bureau national de l’ozone (BNO) est encadré par le ministère du Commerce extérieur et des Relations économiques, qui est responsable des politiques douanières, des codes tarifaires douaniers et des questions de politique de commerce extérieur. Le BNO coordonne essentiellement l’ensemble du programme du Protocole de Montréal et prépare les bases des mesures de législation et de réglementation aux fins d’adoption par les autorités gouvernementales compétentes, compte tenu des objectifs d’élimination des HCFC.

5. Le BNO est responsable de la surveillance des données d’importation et de consommation des SAO; ses tâches sont définies par réglementation aux niveaux de l’État et des entités, avec une division claire des responsabilités et une amélioration et une harmonisation accrues pour l’avenir.

6. Le BNO assurera le suivi, en priorisant le lancement de mesures de réglementation accrue des HCFC, afin d’en geler la consommation en 2013 et d’atteindre l’objectif de réduction de 10 % en 2015, selon le calendrier d’élimination approuvé du Protocole de Montréal.

7. Le BNO de la Bosnie-Herzégovine sera chargé de surveiller la mise en œuvre du PGEH. Il aura pour responsabilité de suivre la promulgation et l’application des politiques et des législations en se concentrant spécifiquement sur la gestion des HCFC, et assistera l’ONUDI dans le développement des activités appropriées, en vue de la formulation finale du PGEH et l’application des mesures requises dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation (R&C).

8. L’engagement du gouvernement à mettre en place un calendrier d’élimination accélérée des HCFC sera soutenu par le renforcement accru des capacités du BNO comme organisme administratif au sein de la structure du ministère du Commerce extérieur et des Relations économiques de la Bosnie-Herzégovine.

OMAN: Prorogation du renforcement institutionnel

Résumé du projet et profil du pays		
Agence d’exécution:		ONUDI
Montants approuvés antérieurement pour le renforcement institutionnel (\$US):		
Phase I:	Décembre 00	79 000
Phase II:	Juillet 05	68 467
Phase III:	Novembre 08	68 467
	Total:	215 934
Montant demandé pour la prorogation (phase IV) (\$US):		68 467

Résumé du projet et profil du pays	
Montant recommandé pour l'approbation de la phase IV (\$US):	68 467
Coûts d'appui d'agence (\$US):	5 135
Coût total du renforcement institutionnel (phase IV) pour le Fonds multilatéral (\$US):	73 602
Date d'approbation du programme de pays:	2000
Date d'approbation du Plan de gestion de l'élimination des HCFC:	Soumis à la 65e réunion
Consommation de référence de substances réglementées (tonnes PAO):	
(a) Annexe A Groupe I (CFC) (moyenne de 1995-1997)	248,4
(b) Annexe A Groupe II (halons) (moyenne de 1995-1997)	13,7
(c) Annexe B Groupe II (tétrachlorure de carbone) (moyenne de 1998-2000)	0,1
(d) Annexe B Groupe III (méthyl chloroforme) (moyenne de 1998-2000)	0,0
(e) Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne de 1995-1998)	1,0
Consommation la plus récente de SAO (2010) (tonnes PAO) communiquée en vertu de l'Article 7:	
(a) Annexe A Groupe I (CFC)	0,0
(b) Annexe A Groupe II (halons)	0,0
(c) Annexe B Groupe II (tétrachlorure de carbone)	0,0
(d) Annexe B Groupe III (méthyl chloroforme)	0,0
(e) Annexe E (bromure de méthyle)	0,0
(f) Annexe C Groupe I (HCFC)	32,2
Total:	32,2
Données de mise en œuvre du programme de pays communiquées en:	2010
Montant approuvé pour les projets (en date de juillet 2011) (\$US):	1 662 134
Montant décaissé (en date de décembre 2010) (\$US):	1 303 364
SAO à éliminer (en date de juillet 2011) (tonnes PAO):	259,9
SAO éliminées (en date de décembre 2010) (tonnes PAO):	238,15

9. Résumé des activités et des fonds approuvés par le Comité exécutif:

Résumé des activités	Fonds approuvés (\$US)
(a) Projets d'investissement:	470 000
(b) Renforcement institutionnel:	215 934
(c) Préparation de projet assistance technique formation et autres projets non liés aux investissements:	976 200
Total:	1 662 134

Rapport périodique

10. Le Sultanat d'Oman avait déjà réalisé la conformité pour la consommation de CFC en 2009 et 2010. Il faut s'attendre à ce que les efforts en cours de réglementation facilite encore plus la mise en œuvre de la nouvelle phase de RI.

11. Le Sultanat d'Oman est membre actif du Réseau régional de l'ozone. Il n'a épargné aucun effort pour mettre la touche finale à son PGEH et entamer le processus du gel de la consommation de HCFC et des engagements d'élimination future. L'objectif stratégique dans la phase II était de maintenir à zéro la consommation des produits chimiques déjà éliminés, parallèlement à l'établissement d'un calendrier d'élimination accélérée des HCFC.

Plan d'action

12. Le BNO est responsable de la surveillance des données d'importation et de consommation des SAO; ses tâches sont définies par règlementation aux niveaux de l'État et des entités, avec une division claire des responsabilités et une amélioration et une harmonisation accrues pour l'avenir.

13. Le BNO assurera le suivi, en priorisant le lancement de mesures de règlementation accrue des HCFC, afin d'en geler la consommation en 2013 et d'atteindre l'objectif de réduction de 10 % en 2015, selon le calendrier d'élimination approuvé du Protocole de Montréal.

14. Le BNO du Sultanat d'Oman sera chargé de surveiller la mise en œuvre du PGEH. Il aura pour responsabilité de suivre la promulgation et l'application des politiques et des législations en se concentrant spécifiquement sur la gestion des HCFC, et assistera l'ONUDI dans le développement des activités appropriées, en vue de la formulation finale du PGEH et l'application des mesures requises dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation (R&C).

SERBIE: Prorogation du renforcement institutionnel

Résumé du projet et profil du pays		
Agence d'exécution:		ONUDI
Montants approuvés antérieurement pour le renforcement institutionnel (\$US):		
	Phase I: Juillet 98	151 500
	Phase II: Décembre 04	131 300
	Phase III: Nov 09 & avril 10	131 300
	Total:	414 100
Montant demandé pour la prorogation (phase VIII) (\$US):		131 300
Montant recommandé pour l'approbation de la phase VIII (\$US):		131 300
Coûts d'appui d'agence (\$US):		9 848
Coût total du renforcement institutionnel (phase VII) pour le Fonds multilatéral (\$US):		141 148
Date d'approbation du programme de pays:		1998
Date d'approbation du Plan de gestion de l'élimination des HCFC:		2010
Consommation de référence de substances réglementées (tonnes PAO):		
(a) Annexe A Groupe I (CFC) (moyenne de 1995-1997)		849,2
(b) Annexe A Groupe II (halons) (moyenne de 1995-1997)		3,8
(c) Annexe B Groupe II (tétrachlorure de carbone) (moyenne de 1998-2000)		18,8
(d) Annexe B Groupe III (méthyl chloroforme) (moyenne de 1998-2000)		0,0
(e) Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne de 1995-1998)		8,3
Consommation la plus récente de SAO (2010) (tonnes PAO) communiquée en vertu de l'Article 7:		
(a) Annexe A Groupe I (CFC)		0,0
(b) Annexe A Groupe II (halons)		0,0
(c) Annexe B Groupe II (tétrachlorure de carbone)		0,0
(d) Annexe B Groupe III (méthyl chloroforme)		0,0
(e) Annexe E (bromure de méthyle)		0,0
(f) Annexe C Groupe I (HCFC)		7,8
	Total:	7,8
Données de mise en œuvre du programme de pays communiquées en:		2010
Montant approuvé pour les projets (en date de juillet 2011) (\$US):		8 687 725
Montant décaissé (en date de décembre 2010) (\$US):		6 268 755
SAO à éliminer (en date de juillet 2011) (tonnes PAO):		1 118,27
SAO éliminées (en date de décembre 2010) (tonnes PAO):		848,0

15. Résumé des activités et des fonds approuvés par le Comité exécutif:

Résumé des activités	Fonds approuvés (\$US)
(a) Projets d'investissement:	6 613 813
(b) Renforcement institutionnel:	414 100
(c) Préparation de projet assistance technique formation et autres projets non liés aux investissements:	1 659 812
Total:	8 687 725

Rapport périodique

16. Trois phases de soutien au renforcement institutionnel ont été approuvées pour la Serbie. Le BNO a assuré la supervision et la coordination du programme de conversion et d'élimination dans l'ensemble du pays, dans tous les secteurs couverts par le Protocole de Montréal. En 2010, la Serbie a éliminé toutes les SAO conformément aux mesures de contrôle du Protocole de Montréal. Il reste la consommation de HCFC, soit 9,64 tonnes PAO (consommation de référence). Le PGEH de la Serbie a été établi et approuvé en 2010 et quelques activités, liées surtout aux investissements, ont déjà commencé. L'adoption de règlements sur la gestion des SAO et les conditions d'octroi de licences d'importation/exportation de ces substances en 2010, complétant la Loi sur la protection de l'air dans ce domaine, a jeté les bases juridiques détaillées pour la gestion et le contrôle des SAO. Le système de licences est déjà bien établi et maintenu et des mesures ont été prises pour introduire un système électronique d'octroi de licences. La coopération avec les parties pertinentes, et en particulier avec l'association de la réfrigération, s'est renforcée. Le commerce illicite de SAO en Serbie a été arrêté à quelques reprises grâce à l'application du mécanisme informel de consentement avisé préalable fondé sur les communications et les consultations entre les pays importateurs et exportateurs. La coopération étroite établie avec la Direction nationale des douanes, qui s'est traduite notamment par la formation de 180 agents de douane à l'utilisation d'identificateurs de SAO, a beaucoup contribué au processus. Le BNO a mené un certain nombre de campagne de sensibilisation auprès des fonctionnaires, des investisseurs et du grand public.

Plan d'action

17. Le programme des activités relevant du Protocole de Montréal fait partie de l'engagement de la Serbie à éliminer la consommation de SAO de manière contrôlée et efficace par rapport aux coûts. Le Bureau national de l'ozone (BNO) est encadré par l'Unité de la protection de l'air du ministère de l'Environnement, des Mines et de l'Aménagement de l'espace. Les travaux sont supervisés en fonction des niveaux gouvernementaux de supervision et de responsabilité. L'accès aux décideurs de haut niveau se fait dans le cadre de réunions bilatérales et interministérielles. Des activités prévues dans les projets de RI sont intégrées dans les plans de travail du ministère et du gouvernement, par lesquels elles sont alignées sur les objectifs centraux du ministère. Le BNO poursuivra ses tâches d'assurance de conformité avec les dispositions du Protocole de Montréal, axées sur le plan d'élimination des HCFC, et il introduira un système de quotas d'importation de HCFC à compter de 2012. Il continuera de surveiller les données d'importation et de consommation de SAO et d'en rendre compte, d'organiser des activités sur la formation et la sensibilisation des parties prenantes et de lutter contre le commerce illicite.

Annexe II

OBSERVATIONS DU COMITÉ EXÉCUTIF SUR LES DEMANDES DE PROROGATION DES PROJETS DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL SOUMISES À LA 65^e RÉUNION

Bosnie-Herzégovine

1. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande de prorogation du renforcement institutionnel de la Bosnie-Herzégovine et a noté avec satisfaction que le pays est en conformité avec les objectifs d'élimination du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a noté en outre que, dans le cadre de son programme de pays, la Bosnie-Herzégovine a pris des mesures importantes en vue de l'établissement d'un plan de gestion de l'élimination des HCFC, en particulier la priorisation stratégique initiale des différents secteurs de consommation de HCFC, ainsi que de l'élimination des SAO, et que le pays poursuit ses efforts de réglementation avec un système de licences et de quotas.

2. Le Comité exécutif exprime l'espoir qu'au cours des deux prochaines années, la Bosnie-Herzégovine poursuivra l'exécution de ses activités prévues avec d'excellents succès, qu'elle maintiendra, voire haussera ses niveaux actuels de réduction des SAO, afin de se conformer aux mesures de contrôle des HCFC de 2013 et 2015.

Oman

3. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande de prorogation du renforcement institutionnel du Sultanat d'Oman et a noté avec satisfaction que l'Oman a communiqué ses données de programme de pays de 2010 au Secrétariat du Fonds multilatéral, en indiquant qu'il a atteint les objectifs d'élimination de 2010 du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif exprime l'espoir qu'au cours des deux prochaines années, l'Oman poursuivra l'exécution de ses activités prévues avec d'excellents succès, afin de se conformer aux mesures de contrôle des HCFC de 2013 et 2015.

Serbie

4. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande de prorogation du renforcement institutionnel de la Serbie et a noté avec satisfaction que le pays a communiqué ses données de 2010 au titre de l'Article 7 au Secrétariat de l'Ozone, en indiquant qu'il est en conformité avec les objectifs d'élimination du Protocole de Montréal.

5. Le Comité exécutif appuie les efforts de la Serbie de réduire sa consommation de HCFC, et exprime l'espoir qu'au cours des deux prochaines années, la Serbie poursuivra l'exécution de ses activités prévues avec d'excellents succès, en vue notamment de se conformer aux mesures de contrôle des HCFC de 2013 et 2015.



UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION

65th Executive Committee of the
Multilateral Fund for the Implementation
of the Montreal Protocol

UNIDO Work Programme

65th ExCom

Introduction

The UNIDO Work Programme for the consideration of the 65th ExCom of the Multilateral Fund has been prepared following the government requests as well as based on ongoing and planned activities. The Work Programme will support the implementation of UNIDO's three year Rolling Business Plan 2011-2014.

Institutional strengthening extension proposals are included for Bosnia and Herzegovina, Serbia and Oman to address capacity building issues with a special view to the HCFCs forthcoming countries compliance needs in 2013 and 2015.

In addition, one activity addressing destruction related needs was prepared by UNIDO jointly with UNEP for the Eastern Europe and Central Asia region, having regarded the region request.

The document comprises the following sections:

Section 1

Gives in a tabulated form by project types and country a consolidated list of activities foreseen for the above mentioned institutional strengthening support requests and the preparatory funding request for destruction activities in LVCs in EECA region.

Funding is requested as follows:

- IS extension projects: US\$ 317,233 (including US\$ 22,133 representing 7.5% A.S.C.)
- preparatory funding for destruction activities in ECA region: US\$ 37,625 (including US\$ 2,625 representing 7.5% UNIDO A.S.C.)
- **Total: US\$ 330,100 including A.S.C.**

Section 2

Section 2 provides the corresponding project concepts indicating some details and funding requirements.

Additional Annex is detailing the preparatory funding request to address destruction needs in LVCs in EECA region, prepared jointly with UNEP.

Section 1
Consolidated table giving project preparation
and non-investment projects in all countries and sectors

Country	Type	Substance	Title of Project	Requested amount USD	A.S.C USD	Total (incl ASC) USD	A.S.C. %	P.D.	Remarks
Institutional strengthening									
BiH	IS	All	Extension of the IS - Phase III	95,333	7,150	102,483	7.5	24	
Serbia	IS	All	Extension of the IS - Phase IV	131,300	9,848	141,148	7.5	24	
Sultanate of Oman	IS	All	Extension of the IS - Phase IV	68,467	5,135	73,602	7.5	24	
			Subtotal	295,100	22,133	317,233			
Destruction activities in LVCs									
EECA Region	PRP	CFCs	Strategy for disposal and destruction of ODSs for 4 LVCs in the Europe and Central Asia region	35,000	2,625	37,625	7.5	12	Note 1
			Subtotal	35,000	2,625	37,625			
			Grand TOTAL	330,100	24,758	354,858			

Note 1: UNEP share is submitted as part of the Czech Republic's bilateral contribution

Section 2

Project concepts

Project Concept

Country:	Bosnia and Herzegovina
Title:	Extension of Institutional Strengthening for the implementation of Montreal Protocol in Bosnia and Herzegovina – Phase III
Project Duration:	24 months (March 2012 – March 2014)
Project Budget:	102,483 (including US\$ 7,150 representing 7.5% Agency Support Costs)
Implementing Agency:	UNIDO
Coordinating Agency:	Ministry of Foreign Trade and Economic Relations of Bosnia and Herzegovina, National Ozone Unit of Bosnia and Herzegovina

Project Summary

The project aims at institutional strengthening and capacity building of Ministry of Foreign Trade and Economic Relations of Bosnia / National Ozone Unit and will ensure helping the Government meet its obligations under the Montreal Protocol on the substances that deplete the Ozone Layer.

The programme of activities relating to the Montreal Protocol forms part of commitment of Bosnia and Herzegovina to phase out the consumption of ODSs in a controlled and cost-effective manner. The National Ozone Unit is part of the Ministry of Foreign Trade and Economic Relations which is advance since same ministry is in charge for customs policy, customs tariff codes and for foreign trade policy issues. The NOU mainly coordinates the whole Montreal Protocol programme in the country and prepares the basis for legislative and regulatory measures to be adopted by the responsible government authorities with a view to the HCFCs phase-out targets.

The NOU is responsible for monitoring the ODS import and consumption data which is defined by regulation at State level and entities level with clear division of responsibilities and it will be further improved and harmonized.

The NOU will follow-up with priority the issue of initiating measures to improve the HCFCs control, to freeze the HCFCs consumption in 2013 and to achieve the 10% reduction target in 2015, as per the approved phase-out schedule of the Montreal Protocol.

The National Ozone Unit of Bosnia and Herzegovina will be responsible for monitoring the implementation of the HCFCs National phase-out plan. The NOU will be responsible for tracking the promulgation and enforcement of policy and legislation with a specific focus on HCFCs management and will assist UNIDO, to further develop the appropriate activities in view of finalization of the HPMP and the implementation of needed measures in RAC sector

The commitment of the Government to put in place advanced phase-out schedule for HCFCs will be supported through increased capacity building of the NOU, as administrative unit within the structure of the Ministry of Foreign Trade and Economic Relations of Bosnia and Herzegovina.

Project Concept

Country:	SERBIA
Title:	Extension of Institutional Strengthening for the implementation of Montreal Protocol in Serbia – Phase IV
Project Duration:	24 months (December 2011 – November 2013)
Project Budget:	141,148 (including US\$ 9,848 representing 7.5% Agency Support Costs)
Implementing Agency:	UNIDO
Coordinating Agency:	NOU SERBIA , Ministry of Environment, Mining and Spatial Planning

Project Summary

NOU is established within the Air Protection Unit of the Ministry of Environment, Mining and Spatial Planning. Work is supervised in accordance with governmental vertical levels of supervision and responsibilities. Access to senior decision maker is through bilateral follow up meetings and inter-ministerial meetings. NOU activities are regularly presented at sectoral Collegiums, held by line assistant minister.

Three phases of institutional strengthening support have been approved for Serbia. The National Ozone Unit has been supervising and coordinating the conversion and phase-out programme all over the country in all sectors covered by the Montreal Protocol. In 2010, Serbia phased-out all ODSs in accordance with the Montreal protocol control measures. There is still consumption of HCFCs in Serbia, in quantity of 9,64 ODP tones (baseline consumption). HPMP for Serbia has been prepared and approved in 2010, and activities, mostly related to investment component) have already started. Adoption of Regulation on ODS management and conditions for import/export licence issuance of these substances in 2010, that complements Law on Air protection in this field, has established comprehensive legal bases for ODS management and control. Licensing system has been well established and maintained, and some efforts have been made in order to introduce electronic licensing system. Cooperation with relevant stakeholders, especially with refrigeration association has been improved. Illegal trade in ODS in Serbia was successfully prevented in several cases due to the application of the informal Prior Informed Consent (iPIC) mechanism of communication and consultations between importing and exporting countries. Close cooperation with National Customs Directorate, including training of 180 customs officers on use of ODS identifiers, contributed to this process. The NOU has conducted a number of awareness campaigns directed to officials, investors and the general public.

The programme of activities relating to the Montreal Protocol forms part of Serbia's commitment to phase out the consumption of ODSs in a controlled and cost-effective manner. NOU is established within the Air Protection Unit of Ministry of Environment, Mining and Spatial Planning. Work is supervised in accordance with governmental levels of supervision and responsibilities. Access to senior decision maker is achieved through bilateral and inter-ministerial meetings. Activities planned within IS project are included in the Working Plans of the Ministry and the Government, through which are aligned to the central objectives of the Ministry. NOU will continue activities on assuring compliance with MP requirements, focused on HCFC phase-out plan and introduce quota system for HCFC imports starting with 2012. The NOU will continue to monitor and to report on ODS import and consumption data, as well as to organize activities on training and awareness rising of stakeholders and combat illegal trade.

Project Concept

Country:	Sultanate of Oman
Title:	Extension of Institutional Strengthening for the implementation of Montreal Protocol in Oman – Phase IV
Project Duration:	24 months (December 2011 – November 2013)
Project Budget:	73,602 (including US\$ 5,135 representing 7.5% Agency Support Costs)
Implementing Agency:	UNIDO
Coordinating Agency:	Ministry of Environment and Climate Affairs / Ozone Layer Protection Section (NOU)

Project Summary

NOU is continuously coordinating and cooperating with reference to control the ODS in the Sultanate of Oman, all the ODS project activities and sharing the technical experience with the concerned authorities such as Customs, Ministry of Manpower and Private Sector.

NOU has direct access to the decision makers in order to facilitate the projects implementation and the enforcement of ODS legislations.

Three phases of institutional strengthening support have been approved for Oman. The National Ozone Unit has been supervising and coordinating the conversion and phase-out programme all over the country in all sectors covered by the Montreal Protocol.

The project aims at institutional strengthening and capacity building of the Ozone Unit and will ensure helping the Government meet its obligations under the Montreal Protocol on the substances that deplete the Ozone Layer.

In this context, the National Ozone Office will be assisted in monitoring and identification of Ozone-depleting substances consumption in SMEs sector, up-dating the needed national policies and regulations, with a specific focus on HPMP development as well as its future implementation.

The NOU will monitor all the project activities as per the Country Programme and their on-going HCFCs phase-out activities.

MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL
PROTOCOL ON SUBSTANCES THAT DEplete THE OZONE LAYER

PROJECT COVER SHEET

REGION:	Europe and Central Asia (ECA)
IMPLEMENTING AGENCIES:	UNEP and UNIDO
PROJECT TITLE:	Strategy for disposal and destruction of ODSs for 4 LVCs in the Europe and Central Asia region
PROJECT IN CURRENT BUSINESS PLAN:	Yes
SECTOR:	Destruction - Project Preparation (PRP)
PROJECT DURATION:	12 Months Commencing: December 2011 Completion: November 2012
TOTAL PROJECT COST:	USD 70,000 (<i>excluding PSC</i>).
SUBMITTED BY:	Czech Republic (UNEP will be in charge of project submission, implementation, progress & financial reporting and project completion report) and UNIDO

Project Concept

Reference:

This individual project corresponds to the 'Preparation of a regional disposal project for LVCs in Europe and Central Asia', which is part of the 2011 UNEP and UNIDO Business Plans endorsed by the Executive Committee.

1. EXECUTIVE SUMMARY

This proposal aims at developing a regional ECA strategy and developing a methodology and tools for LVCs in the region to be able to precisely quantify and address their stocks of unwanted ODS in an effective and systematic approach, taking into account the economic, environmental and legal dimensions. It aims to build upon the experiences in the region such those available in Article 2 countries, non-LVCs and pilot projects in LVCs such as the Georgia project.¹ It will be implemented by UNEP (as part of the bilateral contribution of the Czech Republic) and UNIDO.

2. BACKGROUND

The Meeting of Parties requested the Executive Committee in its Decision XXI/2 to set a window for funding for Disposal and Destruction of ODSs, although not directly required for compliance with the Montreal Protocol. This window is reserved to Low-Volume Consuming countries (LVCs).² Pursuant to this request, in its Decision 63/5 (c), the Executive Committee decided "to set a window for ODS destruction for low-volume-consuming countries, pursuant to decision XXI/2 of the Twenty-first Meeting of the Parties, amounting to US \$3 million;"

The rationale for this Decision provides the opportunity to look at common solutions to address the question of disposal/destruction of stockpiles of unwanted ODSs in a region. Regional approaches may bring useful solutions for LVCs - countries in which disposal/destruction facilities may not be available - to address existing ODS banks.

Two ODS destruction projects were approved at the 63rd Executive Committee Meeting in April 2011, including one for a LVC (Ghana) as per Decision 63/27, and also the second pilot demonstration project in Mexico (as per Decision 63/28). An additional project was approved (with funding at a level of US\$ 30 000, for Project Preparation Funding) in the ECA region – for Georgia - at the 64th ExCom Meeting (Decision 64/18).

Additionally, regional level projects have been included in UNEP's and UNIDO's endorsed business plans. For ECA this consisted of:

- USD 100,000 project preparation for 2011
- USD 700,000 for destruction project for 2012

The following LVCs are eligible for MLF funding on these activities in the ECA region:

¹ "Preparation of an ODS bank management and destruction demonstration project" approved for Georgia as part of decision ExCom 64/18.

² See Annexes (10.) for the text of the Decision.

Albania, Armenia, Bosnia and Herzegovina, Croatia, Georgia, Kyrgyzstan, Montenegro, Republic of Moldova and Turkmenistan.

As noted above, Georgia already has a national-level project approved at the last (64th) ExCom Meeting. The other countries in the region have expressed the need to devise a strategy to address current and future stocks of unwanted ODSs. All LVCs in the ECA region have expressed interest in addressing the issue of ODS stocks and the need to devise a strategy to address current and future stocks of unwanted ODSs. Four of these countries in the region have specifically expressed a particular will to work cooperatively on a regional basis in order to devise a coherent strategy addressing their stocks of unwanted ODSs (current and future). These are Bosnia and Herzegovina; Croatia; Montenegro; and Turkmenistan. The other countries in the Network will be associated to this project, although not formally part of it, so that they can benefit fully from the lessons and tool developed.

Several LVCs in the ECA region have collected unwanted ODSs, although many still are not certain of the existing inventory of unwanted ODSs which would be eligible/available for destruction as per the Montreal Protocol's accepted technologies.³

UNEP, in preparation for the most recent Regional Network Meeting for ECA region, held in Belgrade, Serbia, in May 2011, consulted the countries on this issue. Kyrgyzstan, for example, indicated that the quantity of unwanted ODSs collected is estimated at six tonnes. Croatia indicated that at present eight tonnes of CFCs were already collected through the Recovery and Recycling programme, and these as well as the future quantities to be collected are available for destruction. Bosnia and Herzegovina also identified stocks of halons and methyl bromide but requires more assistance and work to quantify the amounts. Montenegro only has small amounts of collected unwanted ODSs as yet (200kg CFC 11 and some amount of CTC); however, considering that the TPMP for Montenegro was approved in 2007 and Recovery and Recycling equipment have not been operating for a long time, a greater quantity of ODS waste is expected in the forthcoming years.

Albania had proposed to include destruction activities in its HPMP approved at the last ExCom, but destruction was judged as not eligible for HPMP funding. Under this project, non-LVCs in the Region (FYR of Macedonia, Serbia, Turkey) will be contacted to share their project' experiences.

The main generic common results of this informal survey were the following:

- An interest in a regional approach was expressed by many of the eligible countries
- The most urgent focus may be to improve the details of the inventory of existing quantities (reachable stockpiles).
- Stocks of unwanted substances will continue to grow in the short term and further with full implementation of the HPMPs
- Few linkages with other chemicals (particularly POPs) have been developed up to now except in specific countries, such as Georgia with a POPs destruction project.

³ The TEAP and its Chemicals Technical Options Committee (CTOC), updated destruction technologies identified in the 2002 TEAP Task Force Report under the decision XXI/2 (3), and presented new information on several emerging destruction technologies submitted to the Ozone Secretariat in its May 2010 TEAP Progress Report.

- Interest was expressed by at least two ECA countries in considering utilisation of small destruction units (demonstrated at Port Ghalib’s during the 21st Meeting of the Parties).

3. PROJECT OBJECTIVE and STRATEGY

The agencies in consultation with the countries and the Secretariat considered several options to respond to the needs expressed and the window set by Decision XXI/2.

In the strategy adopted in this project, several elements were taken into account:

1. There is a clear and distinguished need for such activity in the region to respond to the unique situation in the region and in particular in terms of possible exports to nearby European Union countries, or legal implications in terms of implementing the Basel and Rotterdam Convention or instance.
2. The most advanced LVC in the region in terms of collection, storage, quality of data on available stocks, experience with disposing of other ODSs is Croatia. It would be useful to disseminate the country’s experience in the region while assisting in offering some strategic approaches for solving its remaining issues in terms of ODS disposal.
3. The multi-country approach would respond to the priorities and concerns expressed at ExCom during the discussion leading to decision 58/19. Paragraph 92 of the ExCom report indicates that: *“In order to address the concerns raised by some Members during the present discussion, those proposals should be in some way different from the ones already approved, for example: in terms of the substance or the sector concerned, in the way they were co-financed, or because they related to other geographical areas, to ensure equitable geographical representation”*. This proposal indeed puts forward a different approach for addressing the issues in LVCs in relation to national PRP projects which have been approved up to now and will thus cover *“aspects not yet covered by other demonstration projects”* (Decision 58/19 ii (b)).

The rationale for the multi-country approach is that common issues, threats and opportunities, are considered to exist in several LVCs of the ECA region for which a coordinated action would be beneficial - although LVCs may of course opt to use this national project approach as well. It is understood that the participation in this project could either lead to a full project either through individual or through a regional approach.

The objective of this project is thus to propose for the participating countries, a strategy to deal with their stock of unwanted ODSs, in order to maximise ozone as well as climate benefits. The objective is to ensure the preliminary work (including data collection) in order to launch destruction projects that will destroy the quantities of ODSs identified in the subgroup of countries for which destruction is judged achievable as per the cost criteria of the Multilateral Fund and to ensure the most environmentally and economically appropriate technology.

The means to achieve this objective will be to analyse the following and to provide the results to all LVCs in the region regarding:

- The technological options and their respective feasibility/cost effectiveness for participating countries, as well as their environmental impact. The two main options will be either transportation to a neighboring non-LVC where ODS destruction facilities are available (including but not exclusively in the E.U.); or development of destruction

strategies at the local level in case such options may exist or could be developed at the national level for a participating LVC.

- The legal dimensions (including the ones related to potential transportation of hazardous waste) and the development of the legal and regulatory setting for destruction.
- Synergy with other chemical destruction projects in the region and in participating LVCs. In particular, projects of POPs destruction will be analysed to explore this potential cooperation
- Best practices for implementation at the national level will be sought, for example possibilities for development of joint awareness tools and methods for the stakeholders involved
- Financing components to seek possibilities of co-financing to the Multilateral Fund (national participation, carbon markets, other chemical management financing).
- Benefitting from the lessons learnt in other projects in the region (Non-LVCs and Georgia national destruction project). It is noted that in Georgia's project, approved at the 64th ExCom Meeting, one of the expected results is: "*Dissemination of information on good practices and learning from implementation of the proposed activities*"

The Implementing agencies will bring their experiences in other countries such as for example, UNEP which is the implementing agency for the destruction project in Nepal and UNIDO through the several destruction projects it is involved in (Mexico for example). Non-Article 5 countries in the region, such as the Czech Republic and also Poland and Hungary, will provide their expertise, contacts and experience in order to set the best conditions for appropriate handling of unwanted ODS stocks in the ECA region.

4. EXPECTED RESULTS

The expected result of the project is to avoid emissions into the atmosphere of ODS that are contained in reachable banks/stocks in the LVCs of the ECA region, since these emissions represent both a large ozone-depleting and global-warming potentials.

5. ACTIVITIES

- Forming a steering group for the project which will be constituted of all the NOUs participating in the regional strategy, representatives of UNEP, the Czech Republic and UNIDO, and other stakeholder that these members agree to invite to participate. This steering group will use the opportunities offered by the meetings of the ECA Regional ozone network to meet and follow the progress of the project.
- Defining the details of the Terms of Reference for the development of the outputs. This should include a confirmation for each participating country of the quantities actually available for the collection/storage/transportation and the proposed options to destroy these quantities.
- Determine the modalities of the project preparation process (ToR for a consultancy or SSFA with an institute) including a detailed schedule to allow for the outputs to be available by November 2012.
- Contacting potential partners/stakeholders such as:

- The GEF secretariat
 - Private sector
 - Stockholm, Rotterdam and Basel Convention Secretariats
 - Resource centres in the ECA and broader European region (Brno regional centre on POPs for Central and Eastern Europe in the Czech Republic, Poland destruction facilities or resource centres, for example)
 - European Commission
- Compare and review other approved projects or proposals in preparation to learn from best practices, and from the most recent reports of the TEAP/TOC.

The Implementing agencies will plan to provide lessons learnt to the ExCom by its 68th Meeting, as was indicated as an objective in document UNEP/OzL.Pro/ExCom/64/49 (“Report on the experience gained in the implementation of disposal projects (decision 58/19)”).

7. TIMEFRAME:

The timeframe for the project would be 12 months, commencing in December 2011.

8. BUDGET for PROJECT PREPARATION:

US\$ 70,000 (US\$ 35,000 for Czech Republic/UNEP and US\$ 35,000 for UNIDO).

<i>Activity type</i>	<i>Cost</i>
- Consultancy study to confirm data on amounts available for disposal/destruction in LVCs in ECA (UNEP/Czech Republic)	25,000
- Presentation during a meeting with concerned parties on the occasion of an ECA regional network meeting or thematic meeting (UNEP)	0
- Development of a strategy – including technology and legal aspects - for all countries to address current and future quantities of unwanted ODSs, proposing regional and country specific options for destruction project implementation (UNIDO)	35,000
- Dissemination of results to other interested LVCs in the region and beyond, consultation with all other potential partners and co-financing opportunities (UNEP/Czech Republic)	10,000
TOTAL WITHOUT PSC	70,000
Agency fee (13%) for UNEP (implementing on behalf of the Czech Republic)	4,550
Agency fee (7,5%) for UNIDO	2,625
TOTAL including agency fees	77,175

9. ANNEX - ESTIMATE OF TYPES OF STOCKS OF UNWANTED ODS IN THE REGION

**UNIDO - Work Programme – 65th ExCom
(18 September 2011)**

An update on stockpiles of ODSs and ODS for destruction as per ECA network consultations:

Bosnia and Herzegovina	Croatia	Montenegro	Turkmenistan
No exact data on quantities available for destruction. There might be some small stockpiles of MeBr (was used in tobacco), 600 kg of halon 1301 (from power management centre) – currently in halon centre in Mostar – there is domestic demand for halon In future, there might be residues from R&R operation;	8 tonnes of CFCs collected and stored. Halons have been collected but have been dealt with without need for additional assistance.	280 kg waste of CFC 11. Possibly some CTCs (to confirm)	Small stockpiles in Turkmenistan – no evaluation at the moment. Small destruction facilities (made in Japan) demonstrated at the MOP in Port Ghalib might be the solution.

10 . ANNEX – MOP Decision - XXI/2: Environmentally sound management of banks of ozone-depleting substances

Recalling Decision XX/7 which called for further study on the size and scope of banks of ozone-depleting substances and requesting the Multilateral Fund to initiate pilot projects on destruction with a view to developing practical data and experience,

Understanding that any such projects approved under the Multilateral Fund would be implemented consistent with national laws and international agreements related to wastes,

Noting the significant climate change and ozone layer benefits associated with destroying many types of ozone-depleting substances;

1. To request the Ozone Secretariat to host a one-day seminar on the margins of the 30th meeting of the Open-ended Working Group of the Parties to the Montreal Protocol on the topic of how to identify and mobilize funds, including funds additional to those being provided under the Multilateral Fund, for ozone-depleting substance destruction, and further requests the Ozone Secretariat to invite the Multilateral Fund and the Global Environment Facility to consider co-coordinating this effort, and to invite other relevant institutions to attend the seminar;

2. To request the Executive Committee to continue its consideration of further pilot projects in Article 5 Parties pursuant to decision XX/7, and in that context, to consider the costs of a one-time window within its current destruction activities to address the export and environmentally sound disposal of assembled banks of ozone-depleting substances in low-volume-consuming countries that are not usable in the Party of origin;

3. To request the Technology and Economic Assessment Panel to review those destruction technologies identified in its 2002 report as having a high potential, and any other technologies, and to report back to the 30th meeting of the Open-ended Working Group on these technologies

and their commercial and technical availability;

4. To agree that the Executive Committee of the Multilateral Fund should develop and implement, as expeditiously as possible, a methodology to verify the climate benefits and costs associated with Multilateral Fund projects to destroy banks of ozone-depleting substances, and should make such information publicly available on a project-level basis;

5. To request the Executive Committee to continue its deliberations on a special facility and to report on these deliberations, including possible options for such a facility as appropriate, to the 30th meeting of the Open-ended Working Group as an agenda item.

6. To call upon Parties, and institutions not traditionally contributing to the financial mechanism, to consider making additional support available to the Multilateral Fund for destruction of ozone-depleting substances, if they are in a position to do so;

7. To request the Executive Committee to report annually on the results of destruction projects to the Meeting of the Parties, and to request the Technology and Economic Assessment Panel, based on this, and other available information, to suggest to the thirty-first meeting of the Open-ended Working Group components designed to help Parties of diverse size and with diverse wastes to develop national and/or regional strategic approaches to address the environmentally sound disposal of the banks of ozone-depleting substances that are present in their countries and/or regions. In addition, this information should be available to the Technology and Economic Assessment Panel and the Parties to inform the consideration of the financial implications for the Multilateral Fund and other funding sources of addressing the destruction of ozone-depleting-substance banks;